

H. L. Abbot P. R. ...
S. ...

Payable d'avance

CANADA

1 an, \$2; 6 mois \$1.00

MONTREAL ET BANLIEUE

(par la poste)

1 an, \$2.50; 6 mois \$1.25

ETATS-UNIS

STRANGER (Union postale)

1 an, \$2.25; 6 mois, \$1.25

Un numéro 5 sous

T
IN HOC SIGNO VINCES
La "Croix"
25, RUE SAINT-GABRIEL
MONTREAL
Boîte de Poste 1329
JOSEPH BEGIN
Directeur-Propriétaire
Téléphone: Bell Main 6974.

La Croix

JOURNAL CATHOLIQUE
25, RUE SAINT-GABRIEL, MONTREAL

RELIGION, QUESTIONS SOCIALES, SCIENCES, ARTS, LITTÉRATURE, ÉCONOMIE POLITIQUE, ENSEIGNEMENT, AGRICULTURE, COLONISATION, ETC.

LA Grande Saignée

Ce n'est pas seulement celle du sang humain, coulant à flots pressés, comme un torrent fougueux, c'est encore la grande saignée de l'or et de l'argent — le nerf de la guerre — que le Canada est requis, par ses gouvernants actuels, de subir, non pas pour la défense de la patrie, mais pour la gloire de l'empire anglais.

Nous allons chiffrer. Les chiffres ont une éloquence effroyable.

Le chef du gouvernement fédéral, à la demande de Londres, vient de déclarer que la part de chair à canon exigée pour le moment, du Canada, est portée de 250 mille hommes à 500 mille.

Que représente ce chiffre, eu égard à la population mâle plus ou moins apte à porter les armes? Quarante pour cent. Soit approximativement deux hommes sur cinq. Si Londres venait à donner l'ordre de doubler ce chiffre — cela peut arriver plus tôt qu'on ne le pense — presque tous les hommes alors seraient appelés sous les armes.

Le Canada dont la vitalité réside dans l'agriculture serait, du coup, condamné, si non à la mort, du moins à la ruine.

Et si, pour atteindre le demi-million d'hommes, le recrutement volontaire ne donne pas les résultats attendus à Londres, l'ordre ne manquera pas de procéder comme en Angleterre, par étapes et de pratiquer le *compelle intrare manu militari*, c'est-à-dire, d'imposer à la population, non seulement des villes, mais surtout des campagnes, le militarisme forcé général: un homme, un fusil.

C'est ce que les Anglais appellent improprement la « conscription », régime de servitude armée imposé d'abord, en Europe, par la Prusse. Le Canada autonome — quelle ironie! — est poussé depuis plus de 10 ans dans l'engrenage, par la haute main de Londres. Peu à peu, malgré des promesses onctueuses et rassurantes, il sera poussé à la servitude du militarisme général.

Un ministre de la guerre n'a-t-il pas déclaré, en 1912, en Angleterre, que l'Empire devait devenir la « première puissance militaire du monde »?...

Maintenant abordons les chiffres officiels:

Actuellement, le Canada paye, en frais de guerre, deux piastres par tête de population et par mois. Avec un contingent de 500 mille hommes, ce chiffre sera doublé, soit 48 piastres par an et par tête d'habitant.

Ainsi, pour la guerre, commencent par un crime révolutionnaire des sociétés secrètes dont l'origine est due à la maçonnerie impériale née à Londres et dénoncée aux peuples par la Papauté toujours vigilante, le Canada dépense 15 millions de piastres par mois. Ce chiffre va être doublé: 30 millions.

Le bureau de la guerre estime à au moins 300 millions la dépense militaire pour l'an 1916.

La dette publique pesant sur toute la population sera portée de 332 millions (chiffre du commencement de la guerre) à 900 millions, c'est-à-dire que la dette montera bientôt jusqu'au milliard. L'intérêt

annuel de la dette sera de 50 millions.

Les pensions que nous serons appelés à payer aux veuves, orphelins et infirmes, représenteront environ trente millions de plus et enfin d'autres dépenses extraordinaires résultant du conflit actuel, porteront à au moins cent millions le chiffre annuel que nous aurons à payer du seul fait de la guerre, en outre du milliard.

A ce chiffre il faudra ajouter les dépenses du ministère de la guerre, de Londres, faites pour les contingents imposés au Canada, dépenses dont le remboursement sera exigé par l'Angleterre.

Ce n'est qu'un avant goût de ce qui menace le Canada si, sous la poussée impériale, il continue à augmenter ses contingents et si la guerre se prolonge encore longtemps.

Jusqu'ici le Canada empruntait aux banques impériales, c'est-à-dire, aux financiers juifs dont la richesse a sa source dans l'usure aux dépens des chrétiens, dans les spéculations et les coups de bourse, toujours aux dépens des *goin*.

Aujourd'hui le marché de Londres est fermé au Canada qui a dû emprunter 100 millions chez lui. A ces premiers 100 millions devront s'ajouter bientôt d'autres centaines de millions. On ne sait quand et à quelle somme totale on pourra s'arrêter. Cela dépendra de Londres.

Saigné à blanc et dans les dettes jusque par-dessus la tête! Voilà où nous en sommes!

«Après nous, le déluge», disait Louis XV expirant, en voyant venir la Révolution, implantée en France par la maçonnerie impériale.

Après la guerre, la banqueroute, s'écriera peut-être un jour le chef responsable du gouvernement — toujours autonome! — du Canada impérialisé jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier sou...

Comment nos huit millions à peine d'habitants vont-ils pouvoir faire face à cette situation?

Le gouvernement responsable du Canada se demande déjà comment il nous fera payer les frais de l'automatisme militaire commandé par Londres, pour la plus grande gloire impériale. On étudierait à Ottawa, un plan (venu de Londres) et qui consisterait dans de nouveaux emprunts pour régler d'autres emprunts, procédé qui mène droit à la faillite finale.

En outre, on étudierait l'imposition de nouvelles taxes de guerre, et même de taxes de paix à établir, après la guerre, sur une population à peu près ruinée... On étudie encore une augmentation des tarifs de douane, sans en espérer grand'chose; une taxe spéciale sur les profits réalisés par les fabricants de munitions de guerre, ce qui fera crier beaucoup ces industriels, enfin le fameux *impôt sur le revenu* devant lequel a reculé, jusqu'ici, la république dite française. Cet *impôt* sur le revenu, atteignant tout le monde proportionnellement aux ressources, serait perçu pendant toute la guerre et, au moins, un an après.

Heureux contribuables!

UN PAUVRE CONTRIBUABLE
La question des munitions en Angleterre.

M. Asquith a dit à la Chambre des communes que l'industrie des munitions manquait de bras et qu'il était indispensable que le gouvernement y pourvoie.

Les Ecoles d'Ontario — ET — S. PAUL

Mons. le Rédacteur,

Ce qui distingue la *Croix* des autres journaux, c'est l'ordre dans les idées, la logique dans l'argumentation, la pondération dans les termes, la justesse dans les expressions, la véracité des faits et, surtout, le caractère profondément catholique des thèses qu'elle défend.

Rien ne choque chez elle. Aussi, son prestige est grand, beaucoup plus grand qu'il ne le paraît.

Son influence s'étend au loin. Reçue et lue avec intérêt par presque tout le clergé canadien-français, elle peut, par celui-ci, atteindre les foules qui s'inspirent de leurs directeurs spirituels.

Elle a en outre le précieux avantage de faire discrètement son travail pour les bonnes causes et de combattre effectivement l'ennemi commun sans éveiller ses haines et provoquer ses représailles.

Le bien qui se fait ainsi est profond et durable, parce qu'il pénètre peu à peu jusqu'à l'âme et y prend racine à l'insu des préjugés.

Notre projet relatif à la fondation d'une oeuvre de propagande à Toronto faite en anglais par des saints Paul canadiens-français, en faveur des écoles catholiques et françaises d'Ontario, est devenu l'objet de nombreuses conversations.

On le trouve très bon. Ce serait, sans aucun doute, le meilleur moyen de résoudre la question scolaire.

Mais, j'appréhende qu'il ne rencontre quelques obstacles de la part du haut clergé irlandais d'Ontario, justement parce qu'il serait un puissant engin de guerre pour défendre les positions françaises dans la province voisine et même en acquérir de nouvelles.

D'un autre côté, les autorités ecclésiastiques supérieures peuvent facilement lever ces obstacles et aplanir le chemin.

J'ai hâte de voir la réalisation de cette idée.

Il ne manque pas de saint Paul, dans le clergé canadien-français, à Dieu merci!

Un vieux lecteur de la « Croix »
Nous n'avons que le droit de payer

Une dépêche de Londres nous informe qu'un membre du parlement anglais a demandé, jeudi, à Bonar Law, ministre des colonies, si, à l'occasion de la visite prochaine du premier-ministre d'Australie à Londres, on ne discuterait pas avec lui la question d'un «Parlement Fédéral de l'Empire».

«Il se peut, a répondu le ministre, que cette question ait été agitée, mais je ne crois pas que le temps soit venu d'avoir de discussion sur ce sujet.»

Ainsi, ils trompent les Canadiens ceux qui, pour les amener à participer aux guerres de l'empire, leur font espérer que bientôt le Canada aura voix au chapitre dans un «Conseil d'empire» quelconque.

J.-A. DOLLARD.
Madame Casavant
Nous recommandons aux prières de nos lecteurs madame S. Casavant, de Saint-Hyacinthe, décédée subitement le 23 du courant.

LE F. : Duc de Connaught et la Prière

Le Duc de Connaught, gouverneur général du Canada, invitait récemment les Canadiens à prier Dieu pour le succès des armes anglaises.

C'était très bien. Mais pourquoi le Duc, lui-même, dans ces jours où la colère de Dieu se manifeste visiblement contre les peuples qui l'ont offensé, patronise-t-il encore la franc-maçonnerie, cette société infâme dont il est un grand maître et un grand protecteur depuis nombre d'années?

Le Duc de Connaught pense-t-il que Dieu va se laisser toucher par des hommes qui sapent sa doctrine, enfreignent ses commandements, méprisent son Eglise et ridiculisent ses préceptes?

Non, le Duc ne le pense pas. Mais la politique et la situation sociale ont des nécessités que même les franc-maçons, par opportunisme, tiennent à respecter.

Joseph Bégin.
La question des Ecoles bilingues et M. Laurier

On nous écrit du Manitoba:

D'après le *Telegram*, de Winnipeg, organe dit conservateur, publiant une correspondance d'Ottawa, le 17 janvier, le chef du parti libéral se préoccuperait du sort néfaste dont ses partisans, au Manitoba, menacent «l'arrangement» Laurier - Greenway de 1897, lequel a établi le système des écoles bilingues, droit acquis désormais tout au moins à la population de langue française dans cette province.

On sait que le gouvernement Norris, sous la même poussée orangiste à laquelle obéit le parti dit conservateur, dans Ontario, a résolu d'en finir, après une expérience favorable de 19 ans, avec le système bilingue et d'imposer partout l'anglais comme seule langue d'enseignement dans les écoles dites «nationales», sous le contrôle absolu de l'Etat.

Selon la correspondance en question, le parti libéral, à Ottawa, considérerait, non sans raison, cette violation formelle de «l'arrangement» comme étant de nature à nuire considérablement au parti dans les régions du pays qui envoient des députés libéraux au Parlement fédéral.

On affirme même que M. Laurier aurait laissé entendre à Ed. Brown, membre du ministère Norris, que l'attitude du parti libéral au Manitoba doit être en harmonie avec celle des députés libéraux d'Ottawa.

C'est sous toutes réserves que nous reproduisons cette information. En effet, une longue expérience nous permet d'avoir une médiocre foi dans M. Laurier. L'attitude de «laisser faire» qu'il a prise, en ce qui concerne les écoles catholiques de langue française dans Ontario, n'est pas de bon augure.

Nous avons vu, en 1905, M. Laurier, trahir, à peu près complètement les catholiques français du Nord-Ouest, après avoir fait mine de protéger leurs droits scolaires.

Nous craignons qu'il ne lâche l'arrangement comme il a lâché tant de choses. Nous souhaitons vivement qu'il tienne ferme, mais nous n'avons pas confiance.

Des Boches à Québec

Les buvetiers de Saint-Hyacinthe et des Trois-Rivières

A Saint-Hyacinthe, les prohibitionnistes ont perdu la partie; mais ils sortent de la bataille conscients d'avoir fait leur devoir de citoyens et de catholiques. Port l'honneur!

Le petit ex-frère: Bouchard, à la tête de sa meute de buvetiers et d'ivrognes, l'a emporté; mais par quels procédés de brutes! Ils étaient dans leur rôle d'ailleurs.

Nous n'avons pas été peu étonné de voir à côté d'eux M. L.-J. Gauthier, député de Saint-Hyacinthe aux Communes. Nous étions sous l'impression que ce politicien avait au moins le sens de la dignité.

Aux Trois-Rivières, ce fut, au contraire, il y a quelques jours, une victoire éclatante pour les prohibitionnistes.

Cependant, les buvetiers sont revenus à la rescousse devant la législation de Québec.

Là, c'est le maire Tessier, ministre de la *voirie*, s'il vous plaît, qui les pilote.

On dirait qu'il a déjà exercé ce métier tant il lui va! Vraiment nous ne lui soupçonnions pas de si grands talents!

Donc, en deux mots, le maire Tessier suivi de sa majorité d'échevins, demande à nos législateurs d'accorder à la ville des Trois-Rivières, ou plutôt à eux-mêmes les pouvoirs extraordinaires suivants: 1° celui d'indemniser les hôteliers qui n'auront pas leur licence renouvelée, en vertu du vote public récemment donné en faveur de la prohibition; 2° celui de fonder et d'administrer toutes industries y compris la fabrication de l'alcool, de faire tous commerces, particulièrement de tenir buvette et de vendre des boissons enivrantes; 3° celui de contracter de gros emprunts, en partie pour réaliser ces projets.

Le comité des bills privés a déjà approuvé ces amendements dignes des filibustiers du Mexique, et la législation en sera saisie la semaine prochaine.

Jamais, peut-être, il n'y a eu une telle violation de la volonté populaire hautement et légalement exprimée, et encore pour des fins antisociales.

On dirait que les méthodes des Boches tendent à devenir à la mode à Québec.

En tout cas, il n'y aura qu'une voix dans toute la province pour réprocher les députés qui donneront ces pouvoirs au conseil des Trois-Rivières.

J.-A. DOLLARD.
Diminution de la natalité en Allemagne

Le mémoire publié par le ministère de l'intérieur prussien sur les causes de la diminution de la natalité en Allemagne insiste sur ce fait que la continuation de la diminution est de la plus grande importance pour l'Allemagne et qu'il faut prendre dès maintenant les mesures nécessaires pour enrayer le mal, qui pourrait conduire l'Allemagne, en peu d'années, au tournant fatal. Le mémoire établit que le nombre des garçons nés en 1908 était de 673,402 et que ce chiffre est tombé à 620,000 en 1913, ce qui équivaudra à une diminution de 41,000 hommes mobilisables en 1933, par comparaison avec 1928. La diminution des naissances se fait surtout sentir dans les centres industriels.

NOTES Critiques

Caillaux, l'infâme Caillaux!

Il paraît que l'infâme Caillaux mène ses intrigues de façon à supplanter Briand et à couler les deux ou trois personnages du cabinet de ce dernier qui ont des accents catholiques. Si Caillaux l'emporte, c'en est fini de la France. Elle sera vendue pieds et mains liés aux Allemands.

Autour du chef de l'Eglise

Le Pape, entouré de sa cour, a reçu le patriote et la noblesse romaine pour recevoir leurs souhaits du Nouvel An. Le prince Orsini, assistant, a lu une adresse exprimant l'hommage de leur dévouement.

Le Pape a répondu et, à propos du conflit européen dans lequel tant de peuples sont engagés, Benoît XV a dit: «Maintenant, plus que jamais, il faut se serrer autour du chef de l'Eglise et élever à Dieu nos prières.»

Il a fait l'éloge du zèle dont a fait preuve le patriote en cette heure solennelle, qui a prêté son concours économique aux œuvres consacrées au soulagement des souffrances provoquées par la guerre. Il a terminé en échangeant des souhaits avec les assistants présents et leurs familles.

Après son discours, le Pape est descendu de son trône, a donné sa main à baiser et est rentré dans ses appartements.

Un autre geste de Mgr Fallon

Mgr Fallon, évêque de London, Ontario, a ses idées à lui, qui ne nous surprennent plus, parce qu'il nous y a habitué.

Au sujet de la prohibition, les journaux disent qu'il a fait la déclaration suivante:

«Je suis opposé au principe de la prohibition, en ce qui regarde la fabrication et la vente de boissons alcooliques», dit cet exposé. «Je considère l'agitation présente dans l'Ontario comme une invitation dangereuse à l'Etat d'intervenir de façon indiscrète dans les droits des citoyens, et comme une tentative dangereuse de régler toute la conduite de l'homme par des statuts. Nous sommes menacés de voir se multiplier les fonctions de l'Etat au point de rétrécir gravement le cercle des droits individuels.»

Mgr Fallon aurait ajouté que c'est le vrai principe pour la conservation duquel l'empire britannique est en guerre avec l'Allemagne est précisément celui qui est menacé par la tentative actuelle de mettre en force une loi de tempérance totale.

Et voilà pourquoi votre fille est muette!

Logique et fière attitude

Sept membres du clergé canadiens français d'Ottawa ont publiquement refusé de souscrire au «Fonds Patriotique», parce qu'ils ont des scrupules plus urgents et plus patriotiques à faire en faveur des écoles catholiques et françaises d'Ontario.

LA CONGRÉGATION DES Oblats de Marie Immaculée

A l'occasion du centenaire de la fondation de cette admirable congrégation, d'origine française, mais qui s'est tellement identifiée aux œuvres catholiques du Canada que l'on peut proprement l'appeler nationale, la *Croix* publiera la semaine prochaine quelques notes d'histoire et de reconnaissance.

Les FF. du Portugal et la guerre

Tout le monde sait que, depuis plus de cinq ans, le pauvre Portugal est tombé en maçonnerie, tout comme y est tombée la pauvre France, depuis bientôt quarante ans.

Tout le monde sait aussi que la république maçonnique s'est préparée au Portugal, en 1908, par le double assassinat du roi Carlos et de son fils. Ainsi devait, en 1914, se préparer la guerre internationale voulue par les sectes révolutionnaires, à la suite du double assassinat de l'Archiduc d'Autriche et de sa femme à Serajevo.

En 1910, un coup de main maçonnique et militaire renversait les Bragança, à Lisbonne, pour faire place au grand orient, et au suprême conseil, de la république lusitanienne.

Tout le monde sait le déluge de sang et de crimes qui couronna ce coup de main; tout le monde sait aussi que l'ambassadeur anglais auprès du roi Manuel et le premier, à la tête du corps diplomatique y compris l'ambassadeur de la république triangulaire de France, à reconnaître officiellement la république non moins triangulaire, imposée au peuple portugais par le terrorisme des FF. carbonari, janissaires de ladite république.

Ainsi en 1915, le président de la république des Etats-Unis vient de reconnaître officiellement la république maçonnique imposée au peuple du Mexique et son digne chef F. Carranza.

Au Mexique, également, c'est au moyen de crimes effroyables que s'est fondée la république voulue par les loges des Etats-Unis et du Mexique.

On ne s'étonnera donc pas, que les FF. maîtres et gr. maîtres du pauvre Portugal saisissent l'occasion de la guerre internationale, pour prendre le parti de la république dite française, « fille de la maçonnerie » et de l'impériale Angleterre, marraine officielle de la république dite portugaise.

C'est bien le moins que celle-ci témoigne de sa reconnaissance! Les FF. du Portugal se soucient très peu de la France, mais ils savent que la république dite française est la citadelle par excellence de la maçonnerie internationale, en Europe, depuis que la puissante secte mondiale est parvenue à assoier, sur la pauvre France opprimée cette « souveraineté » que Léon XIII, en 1884, dénonçait d'une façon solennelle.

Un écrivain, donc, aux ordres de la république, vient, avec un enthousiasme de commande, de célébrer, dans une revue parisienne l'héroïsme des chevaliers FF. du Portugal. Il annonce que le gouvernement de Lisbonne s'est dévoué généreusement de la meilleure partie de ses armements en faveur des deux sœurs gouvernements. Les FF. de Lisbonne ont, à la demande de l'Angleterre, fourni 39 mille fusils et 20 millions de cartouches, et ils ont envoyé aux FF. de la république-sœur 58 canons. Après avoir fourni des armes ils offrent même une armée.

La revue en question affirme que le gouvernement du gr. or. lusitanien pourrait fournir 100 à 150 mille hommes. Voici la finale de l'article inspiré:

« L'Angleterre, dans ses notes diplomatiques au gouvernement de Lisbonne, ne réclamait jusqu'à présent que des «armes». Elle ne parlait pas des armées. L'heure est peut-être venue pour sir Edward Grey de réparer cette erreur du début qui n'a pas laissé de froisser quelque peu les FF. portugais. Ils ont donné les «armes» et ils attendent qu'on leur demande une «armée».

Les FF. de la gr. loge impériale et du suprême conseil, de Londres se doivent de ne pas laisser plus longtemps languir les chevaliers FF. de Lisbonne qui tendent les bras vers Albion. Sir Edward Grey recevra bientôt le mot d'ordre.

Et les FF. de Lisbonne pourront enfin faire entrer en danse les pauvres portugais. Les FF. Portugais se flattent même de porter le coup décisif. Après le «coup» de 1908 et le «coup» de 1910, cela manque encore à la gloire du gr. or. lusitanien.

UN EX-DIPLOMATE.

La législature du Manitoba vote la prohibition

La loi manitobaine sur la prohibition a été votée, en troisième lecture, devant le Parlement et le lieutenant gouverneur lui donnera incessamment la sanction royale.

L'opinion du colonel Repington

Le colonel Repington, le correspondant militaire du Times, de Londres, a fait une étude sur la question des effectifs:

«Au début de 1915, dit-il, beaucoup de gens ont su que nous ne recrutions pas assez d'hommes pour maintenir les formations existantes et autorisées. A mesure que l'année s'est écoulée, la situation a empiré.

«Les choses ne peuvent pas durer telles qu'elles sont. Nous avons maintenant, au minimum, soixante-dix divisions constituées. Nos alliés comptent que nous maintiendrons cette force. Il appartient au gouvernement de montrer comment il se propose de compléter les effectifs, et ensuite de les maintenir en campagne. Il devra ensuite dire s'il est nécessaire ou non de lever de nouvelles divisions.

«M. Runciman nous a dit, le 23 décembre, que l'Allemagne est une nation battue au point de vue commercial, mais que si ce pays est vainqueur dans la guerre, il recouvrera d'un trait de plume tout ce qu'il a perdu et arrachera à ses ennemis tout ce qu'ils ont pris. Il faut donc que nous soyons vainqueurs, sinon, nous serons tous ruinés, Runciman comme les autres.

«C'est une thèse très séduisante que celle de maintenir les exportations pour fournir de l'argent à la guerre: toutefois, les exportations ne dépassent pas dix milliards de francs annuellement, tandis que le coût de la guerre, pour une année, est approximativement de cinquante milliards. La meilleure économie, la seule vraie, consiste à terminer la guerre promptement.

«Pourquoi refuser des hommes à l'armée pour maintenir le chiffre des dix milliards d'exportation, si le résultat doit être de continuer à dépenser cinquante milliards et à sacrifier des centaines de mille d'existences précieuses?

«Les alliés ont environ six millions d'hommes véritablement engagés dans la bataille, contre cinq millions d'ennemis. Mais cette supériorité est contrebalancée par la stratégie de l'armée actuelle et par les conditions spéciales qui régissent sur le front italien et qui ont permis à trois ou quatre cent mille Autrichiens de tenir en échec nos alliés.

«Il est impossible de remporter la victoire dans cette guerre, sans avoir des effectifs considérablement supérieurs, et il est encore moins possible de remporter cette victoire promptement. Fournir des effectifs, voilà le devoir primordial des alliés.»

LE CARDINAL MERCIER A ROME

Le cardinal Mercier, primat de Belgique, est allé à Rome et a été reçu à la gare par le ministre belge accrédité auprès du Vatican, sir Henry Howard, ministre d'Angleterre auprès du Vatican, Mgr Desampere et un grand nombre de membres de la colonie belge.

Le cardinal Mercier, qui est accompagné dans son voyage par Mgr Vanroey, son vicaire général, est en parfaite santé, souriant et gai; mais il ne veut pas être interviewé ni donner à la presse des rapports ou communications d'aucune sorte, non parce qu'il a fait aux autorités allemandes une promesse officielle à ce sujet, mais parce qu'il pense être tenu d'honneur à garder le silence. Malgré cela il a hautement loué la générosité montrée par les Américains, pour aider les malheureux Belges et a parlé de l'immense reconnaissance du peuple belge à l'égard des Américains, ajoutant: «Les Belges souffrent vivement de leur position humiliante, mais ils sont dans la nécessité d'accepter la charité.» Le cardinal a expliqué que la situation de la malheureuse nation belge n'était pas aussi terrible actuellement qu'après l'occupation allemande. Quelques Belges sont rentrés peu à peu dans leurs foyers et ont repris leur travail. Une des particularités les plus frappantes existant dans les pays belligérants est le manque de charbon et son prix élevé alors qu'actuellement la Belgique a plus de charbon qu'elle n'en a jamais eu auparavant, car il y a fort peu de trains qui circulent et de fabriques en activité.

Le cardinal Mercier conserve la plus stricte réserve en ce qui concerne le volumineux dossier qu'il a porté au pape dont il a obtenu une audience privée. Le cardinal répondant aux questions concernant ces documents dit: «Ils ne se rapportent qu'à des affaires ecclésiastiques.»

L'AUTRE GUERRE

La politique commerciale des alliés après la guerre

On ne saurait trop tôt s'occuper de la politique commerciale qu'auront à suivre les alliés après la guerre. L'Association des chambres de commerce du Royaume-Uni a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire pour arrêter les grandes lignes du programme dont elle entend recommander l'application. La chambre de commerce française de Londres, qui fait partie de cette association, a jugé l'occasion excellente pour présenter à la réunion les vues françaises, et, dans ce but elle convie les chambres de commerce de France à une étude des «suggestions et propositions» sur lesquelles l'assemblée générale annoncée aura à statuer, et elle exprime le désir que le résultat de cette étude lui soit communiqué afin qu'elle soit tout à fait en mesure de rappeler à la réunion anglaise les intérêts français.

Les principes directeurs de la future politique commerciale des alliés sont fixés dans ces deux propositions:

1. Qu'une alliance offensive et défensive soit conclue entre les nations de l'Entente contre les Etats qui sont seulement nos ennemis.

2. Que cette alliance commerciale entre en vigueur le jour de la signature de la paix, et que, ayant été discutées et déterminées à l'avance, les conditions en figurent dans le traité de paix.

Ainsi, les alliés constitueraient une vaste union économique sur le territoire de laquelle les puissances ennemies se heurteraient, après la guerre, aux mêmes volontés coalisées qu'elles rencontrent aujourd'hui au point de vue militaire.

Il doit être demandé, en outre, à l'assemblée de réclamer, notamment: qu'aucun navire appartenant en partie ou en totalité à des sujets d'un Etat ennemi n'ait la permission d'embarquer ou de débarquer des passagers à l'un des Etats de l'Entente, quant aux marchandises, qu'une taxe par tonne du tonnage brut soit appliquée à tout navire appartenant en totalité ou en partie aux sujets de ces mêmes Etats ennemis, sauf dans le cas où l'entrée dans le port aurait lieu pour échapper aux périls de la mer; qu'interdiction soit faite sur les territoires des Etats de l'Entente, de l'ouverture de toute succursale ou agence d'une banque ou d'un établissement financier, ou d'une maison de transports maritimes, dont le siège social ou les propriétaires sont allemands ou autrichiens.

Evidemment, il ne s'agit que d'une consultation toute partielle et éventuelle, limitée à deux des nations en cause, et ne mettant en jeu que les seules compétences de leurs chambres de commerce. Néanmoins, il peut en sortir des renseignements précieux pour le dossier que les gouvernements ont à constituer en vue des résolutions futures.

Les dernières découvertes de la science

LA SEROTHERAPIE

Le docteur Roux, directeur de l'Institut Pasteur, a annoncé à l'Académie des sciences que, grâce à une découverte faite par le docteur Marcel Bassuet, de Paris, d'importants progrès ont été faits en sérothérapie. La méthode du docteur Bassuet a rendu possible de nettoyer automatiquement des blessures qui précédemment résistaient à tous les traitements.

Le docteur Bassuet, a expliqué M. Roux, emploie le serum polyvalent découvert l'année dernière par les docteurs Leclainche et Vallée. 420 blessés, qui étaient à l'hôpital depuis plus de six mois, ont été traités d'après la méthode du docteur Bassuet. Dès le début l'infection des plaies a semblé reprendre de la force. Des abcès se sont formés et ont percé spontanément, rejetant des éclats d'os et de bois, des balles, des morceaux d'étoffes et même des drains et des fils d'argent laissés par erreur dans les incisions. Après ce nettoyage, a déclaré le docteur Roux, les blessures se sont cicatrisées rapidement dans la plus grande partie des cas, et des hommes, qui étaient restés étendus sur un lit de douleur pendant des mois ont quitté l'hôpital complètement guéris.

Choses de Guerre

Une allocution de Mgr Lobbedey

Mgr Lobbedey, évêque d'Arras, recevant, à Boulogne-sur-Mer, les vœux de son clergé, a prononcé une allocution dont nous sommes heureux d'extraire ces quelques lignes:

«Tant de prévisions humaines ont déjà été trompées qu'il est devenu prudent de n'en point faire. Il y a quelques années, beaucoup disaient: «La guerre est impossible; quel homme, en effet, oserait prendre la responsabilité de mettre le feu à l'Europe et de provoquer une catastrophe sans précédent dans l'histoire du monde?» Et pourtant cet homme est venu. On disait: «A supposer que la guerre pût éclater, elle ne pourra durer longtemps.» Et elle dure depuis presque un an et demi; on est même venu à souhaiter une certaine prolongation, dans l'espoir que le temps usera des forces que nos forces n'ont pu encore complètement dompter.»

«Les événements humains ne se déroulent pas suivant des lois fatales dont les effets peuvent être calculés d'avance. Alors même qu'à cette heure nous connaîtrions par le détail l'intensité et la direction de toutes les activités qui sont actuellement en jeu, nous ne serions pas encore en mesure d'en déduire la configuration de l'avenir, tant celle-ci dépend d'autres causes qui échappent à nos investigations et demeurent imprévisibles.

«Parmi ces imprévisibles, je n'ometts pas le secours divin sur lequel nous comptons absolument et dans lequel nous mettons une confiance inébranlable.»

Réfugiés français rapatriés

Quatre-vingt sept mille habitants des régions de la France occupées par les Allemands ont été rapatriés jusqu'au 14 janvier.

Le roi d'Espagne a déployé toute l'activité possible pour aider un grand nombre de ces infortunés. Le roi vient d'écrire à un Français dont la mère est restée dans les Ardennes, région qui est encore occupée par les Allemands, qu'il essaie d'obtenir de l'empereur d'Allemagne qu'il permette aux familles séparées de correspondre entre elles, et fait son possible pour venir en aide aux réfugiés et aux prisonniers civils. La lettre du roi dit que jusqu'ici il n'a pu réussir, les Allemands refusant d'acquiescer à ses demandes pour des raisons militaires.

Conférences franco-anglaises à Londres

Les membres du gouvernement français et anglais ont eu une autre conférence au sujet de la guerre à Downing Street. La France était représentée par MM. Briand, président du conseil, Jules Cambon, secrétaire général des affaires étrangères, et M. Millerand, ancien ministre de la guerre. MM. Asquith, premier ministre, Kitchener, secrétaire de la guerre, Grey, secrétaire des affaires étrangères, et Belfour, premier lord de l'amirauté, assistaient à la conférence, ainsi qu'un certain nombre d'officiers de l'armée et de la marine française et anglaise. De nouveaux plans pour la continuation active de la guerre ont été discutés.

Les Anglais battus dans l'Arabie et au canal de Suez

De larges détachements turcs et arabes auraient attaqué les Anglais qui défendent l'extrémité méridionale du canal de Suez. A en croire ce rapport, l'ennemi aurait chassé de tout le sud-ouest de l'Arabie les Anglais en leur infligeant des pertes extrêmement lourdes, soit 15,000 morts et 20,000 blessés.

Une dépêche de Berlin implique que l'armée anglaise, forte de 20,000 hommes, est virtuellement enfermée dans Aden, à l'entrée de la mer Rouge, dont les Anglais veulent rester maîtres pour défendre le canal contre l'approche de l'ennemi par le sud.

La prière pour la Paix prescrite par le Pape

Soixante-six mille Portraits du Pape avec, au verso, la Prière pour la Paix, ont déjà été vendus. La demande presque universelle qu'on en a fait prouve que cet article de piété répond parfaitement au désir des catholiques canadiens. On ne peut se le procurer qu'à la Croix, 25 rue Saint-Gabriel, au prix de \$10 le 1,000, \$6 les 500 et \$2 le 100. Il est inutile de s'adresser aux libraires.

Les richesses de l'Alsace-Lorraine

La France, plus résolue que jamais à tenir, à tenir tant qu'il faudra, s'obstine dans l'espoir que la paix à venir lui rendra l'Alsace-Lorraine dans sa totalité. Déjà les milieux industriels et financiers calculent le regain de prospérité matérielle qui en résultera. La guerre actuelle aura saigné à blanc le trésor public et les fortunes privées. La prise de possession par les Français des richesses alsaciennes-lorraines, surtout des richesses minières de ce pays, payerait en partie la France de ses efforts.

La principale source de richesse minière en Alsace-Lorraine est constituée par les gisements de potasse du Haut-Rhin, découverts par M. Joseph Vogt, de Niederbruck, qui dès 1904 effectua les premiers sondages. Le bassin s'étend entre Mulhouse au sud et Meienheim au nord. Il comprend deux couches séparées par environ vingt mètres de sel gemme.

La possession des mines alsaciennes de potasse serait pour la France d'une valeur énorme. Les mines du Haut-Rhin sont beaucoup plus riches et faciles à exploiter que celles de Saxe. En outre, les sels sont de meilleure qualité. Situé, d'autre part, à proximité de la grande artère fluviale du Rhin, le gisement alsacien se trouve dans les conditions les plus favorables. En admettant un prix de vente de 35 francs, la valeur totale du bassin minier alsacien peut être évaluée à plus de 50 milliards de francs.

La possession de ces gisements ne rembourserait pas totalement les frais causés par la guerre, mais elle y aiderait puissamment.

A un autre point de vue, l'entrée en possession de ces mines de potasse serait une excellente affaire. L'industrie n'absorbe qu'environ 12 à 13 pour cent des produits extraits des mines de potasse. Il reste 87 à 88 pour cent des sels bruts extraits qui vont à l'agriculture comme engrais.

L'agriculture allemande fait une énorme consommation de sels de potasse alors que l'agriculture française, jusqu'à présent, ignore trop les heureux effets de cette substance. La France apprendrait certainement au lendemain de la reconquête alsacienne. Et l'on estime qu'un usage intelligent des sels de potasse pourrait doubler le rendement de son sol. On a calculé que l'emploi régulier des engrais chimiques lui permettrait de produire au-delà du blé nécessaire à sa consommation.

Si l'Alsace est riche en gisements de potasse, la Lorraine est riche en minerais de fer. L'Allemagne avait cru s'assurer par le traité de Francfort la totalité du fer lorrain; mais ses géologues ne sont pas impeccables. Leurs calculs erronés laisseraient à la France le bassin de Briey, l'un des plus riches du monde.

On a calculé que le retour de la Lorraine annexée à la France mettrait plus de la moitié de la réserve mondiale en minerais de fer aux mains de la France. L'Allemagne s'en rend compte et cette perspective ne laisse pas de l'effrayer. Depuis longtemps les Thyssen, les Mannesmann, les Krupp demandent du fer aux quatre coins du monde. Ils ne seraient pas d'un oeil favorable le minier lorrain faire retour à l'ennemi. L'opération ne s'accomplirait pas sans résistance. La France, d'autre part, renforcerait singulièrement sa situation industrielle et commerciale en devenant maîtresse incontestable du marché.

On sait à quel point la France est pauvre en houille et l'immense inconvénient qui en résulte pour son industrie. Alors que la production de l'Allemagne atteignait en 1912 plus de 175 millions de tonnes, l'extraction de la France atteignait 40 millions de tonnes à peine, soit moins du quart de l'extraction allemande. Aussi la France était-elle obligée d'importer au cours de cette même année 1912 dix millions de tonnes de houille, dont 3,2 millions venaient d'Allemagne, et trois millions de tonnes de coke, dont 2,4 millions venaient encore d'Outre-Rhin. Il n'y a pas lieu de prévoir que cette situation puisse être changée du tout au tout, mais la restitution d'une partie au moins de l'Alsace et de la Lorraine la modifierait heureusement. La production de la houille surtout en Lorraine est susceptible d'un grand développement.

On sait que l'Etat prussien, malgré ses déclarations officielles, a toujours favorisé les autres Etats confédérés aux dépens de l'Alsace-Lorraine. La Prusse, par exemple, s'est toujours opposée à la canalisation de la Basse-Moselle pour

cette raison principale qu'elle ne voulait pas perdre les gros bénéfices du trafic intense qui se fait sur ses chemins de fer entre la Lorraine et le bassin de la Ruhr. En outre, la Prusse ne voulait pas faciliter par ce moyen l'exploitation des minerais de fer français.

Le retour de l'Alsace-Lorraine à ses anciens possesseurs aurait pour conséquence immédiate la canalisation de la Moselle. La France l'exigerait et elle exigerait aussi que l'industrie française profitât de la réduction des frais de transport. La navigation sur le Rhin est libre et internationale. Il serait à souhaiter qu'elle restât telle et que la navigation sur la Moselle eût lieu dans les mêmes conditions.

Donnons pour terminer, d'après les meilleurs auteurs alsaciens, le rendement annuel des exploitations minières en Alsace-Lorraine. Le produit des salines est évalué à 4 millions de francs par an, celui des huiles minérales à 7 millions, celui de la houille à 50 millions, celui du fer à 60 millions et enfin celui de la potasse à 100 millions. Ce qui fait un total de 221 millions de francs ou 44,200,000 piastres.

La Chine et la guerre actuelle

Dans la *Novoïe Vremia*, journal russe, Mendchikov examine l'éventualité de l'entrée de la Chine dans la guerre actuelle. Il écrit:

«Vous allez dire: pour faire la guerre, il faut de l'argent et une armée bien équipée et armée. C'est juste.

«Mais la Chine est suffisamment riche en monnaies d'argent et il n'y a pas si longtemps que ses voisins, et de ce nombre la Russie, lui ont prêté de l'or.

«Quant aux armes, que savons-nous de certain sur l'armement de la Chine? Rien. Nous savons seulement qu'en Chine, ce même Yuan-Shi-Kai et son maître Li-Hung-Chang se sont occupés depuis plus de vingt ans de l'armement et de l'instruction de l'armée à la mode européenne. Nous savons que Yuan-Shi-Kai a fait preuve d'une énergie remarquable sous ce rapport et que, justement en s'appuyant sur l'armée, il a su éloigner de la Chine beaucoup d'humiliations ces dernières années et d'écraser un coup d'Etat.

«Vingt années se sont écoulées depuis la défaite de la Chine par le Japon et, pendant cette période, la Chine a pris, avec la guerre russe japonaise une leçon tragique: elle a appris ce que coûte à certains pays la faute de n'être pas préparé à la guerre. Qui peut répondre de ce que les intelligents Chinois n'ont pas profité de cette leçon à autrui?

«Vu l'extrême bon marché de la main-d'œuvre ouvrière et des matières brutes en Chine, vu l'extraordinaire facilité de ce peuple à se façonner à n'importe quelle technique, qui peut répondre de ce que Yuan-Shi-Kai n'a pas des armements préparés pour 100 corps d'armée?

«Il est possible que non seulement les difficultés européennes, mais aussi la conscience de sa complète préparation à la guerre permettent à Yuan-Shi-Kai de prendre un titre dont il espère justifier la grandeur.

«Tout sphynx doit être deviné; sinon il dévore les voyageurs non clairvoyants et inattentifs à son égard.»

La préparation militaire des Etats-Unis

Le président Wilson entreprendra au commencement du mois de février un voyage dans les Etats-Unis y compris l'Ohio, pour y présenter devant le pays la question de la défense nationale.

Le président ne voulant pas rester trop longtemps éloigné de Washington pendant que le Congrès se trouve en session, les invitations qui lui seront envoyées pour prononcer des discours seront groupées de manière à ce que les voyages soient de courte durée.

Quoique le président projette de parler principalement sur la préparation militaire des Etats-Unis, il sera sans aucun doute obligé d'aborder la question du Mexique.

2,500,000 Français hors de combat

M. Longuet, un député français, qui a porté la parole au congrès ouvrier de Bristol, a répondu, étant interrogé sur l'étendue des pertes françaises, que 800,000 soldats français ont été tués, 1,400,000 blessés et 300,000 faits prisonniers.

A l'imprimerie de la CROIX vous trouverez le bon travail à bon marché.

Les plans allemands

Le correspondant militaire du Times, de Londres, écrit que l'épuisement progressif des troupes allemandes est sans aucun doute l'une des raisons de l'offensive des Balkans, qui a assuré l'élimination de l'armée serbe du théâtre de la guerre, a terrorisé la Grèce en la rendant passive et promet d'entraîner les Turcs et les Bulgares dans l'accomplissement des desseins allemands. L'objet principal du haut commandement allemand dans les Balkans est probablement de faciliter la continuation d'une attaque contre la Russie en amenant les forces de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Bulgarie et même de la Turquie à peser fort sur la Roumanie; l'Allemagne espère ainsi que la Roumanie pourra être contrainte à prendre parti pour les puissances centrales et à fournir 700,000 hommes, qui devront travailler pour le roi de Prusse.

C'est toujours, observe le Times, la Russie qui inquiète le plus le commandement allemand, parce que, si la Russie a le temps de se remettre et de s'armer, elle pourra mettre en campagne un nombre d'hommes presque incalculable. D'ailleurs, depuis l'échec allemand à la grande bataille des Flandres, l'Allemagne s'est toujours efforcée de mettre la Russie hors de combat. Depuis novembre 1914, les Allemands se sont toujours maintenus sur la défensive à l'ouest, et ils ont sans cesse lancé des attaques contre la Russie. Cette puissance a été bien éprouvée; elle a été forcée d'abandonner presque toutes ses conquêtes, de se retirer de la Vistule et du Bug et de subir la perte de la Pologne et de la Courlande.

Il est ou moins probable que si la saison se montre favorable, cette offensive sera continuée. Il s'agirait de continuer d'attaquer la Russie dans l'idée — jamais abandonnée — d'arriver à une décision finale. Les armées allemandes ne sont pas dans une position qui leur permet d'y rester longtemps. Elles s'étendent sur un front très vaste et n'ont pas atteint les parties vitales de la Russie. Leur disposition actuelle, par conséquent, ne peut être regardée que comme transitoire. Le renforcement des troupes russes dans le sud et l'initiative prise récemment par ces troupes dérangent les plans allemands.

Les troupes allemandes sur le front méridional qui se trouvent sous le commandement de Linsingen et de Bothmer semblent insuffisantes pour fournir une aide efficace aux Autrichiens et il est très probable que les troupes de Mackensen ont été ramenées en arrière pour arrêter l'attaque d'Ivanoff. Il est tout à fait possible aussi que cette offensive russe puisse faire différer à l'ouest l'exécution des plans élaborés par le kaiser et Falkenhayn qui auront senti le besoin de rappeler quelques-unes des divisions envoyées récemment en France. Il est probable que le haut commandement allemand n'avait pas prévu les grandes améliorations apportées dans l'armement russe. Mais néanmoins, si nous admettons même, comme hypothèse, qu'une grande offensive russe en Galicie puisse causer un ajournement d'une attaque allemande à l'ouest, il reste un fait certain, conclut le Times, c'est que l'Allemagne a les deux tiers de ses forces sur ce front et qu'elle peut frapper.

L'attaque de Salonique

On travaille sans relâche à perfectionner les défenses de Salonique en vue de l'attaque qu'on annonce comme prochaine, sans qu'il soit d'ailleurs possible de prévoir quand elle se produira. Des renseignements prétendent qu'une demi-douzaine de divisions austro-allemandes s'avancent vers les frontières grecques, renforcées, dit-on, de deux divisions turques. Les Bulgares disposeront de forces à peu près équivalentes. Le front franco-anglais de Salonique, qui n'a guère plus de 80 kilomètres d'étendue, pourra leur opposer la valeur d'environ quatre corps d'armée, y compris les contingents serbes qui ont rejoint les alliés par le territoire grec. Ces forces sont retranchées derrière des positions naturellement défendues et complétées par des ouvrages pourvus d'un puissant matériel d'artillerie et de tous les engins dont la guerre de positions a révélé le rôle et l'utilité. Elles sont donc dès à présent en mesure d'affronter un siège sous la protection de la flotte qui leur assure en même temps le ravitaillement en vivres, munitions, et peut leur amener les renforts qui seraient jugés nécessaires.

Tout démontre pour les Germano-

Bulgares la nécessité de ne pas laisser à Salonique une armée alliée qui ferait dépendre de son activité et de son initiative la sécurité des communications rétablies avec la Turquie. Les écrivains militaires d'outre-Rhin démontrent quotidiennement la nécessité de chasser les corps franco-anglais de cette base d'opérations qui les installe à la portée de la Serbie et de la Bulgarie et à 300 kilomètres de la frontière turque de la Macédoine. Salonique entre les mains des Germano-Bulgares deviendrait un abri sûr pour les sous-marins, en face de la côte africaine. Les communications maritimes des alliés avec la Méditerranée supérieure seraient compromises et la partie serait en même temps gagnée pour l'Allemagne en Roumanie et en Grèce. L'accord entre Berlin, Vienne et Sofia sur la nécessité de faire partir les alliés de Salonique est certain; mais l'entente paraît beaucoup moins complète en ce qui concerne les moyens d'exécution et le rôle de chacun dans cette affaire, dont les difficultés matérielles augmentent à mesure que le temps s'écoule. Il semble même que ce soient ces retards et ces tergiversations qui expliquent l'insistance d'une partie de la presse tennonne pour démontrer l'urgence de l'opération.

Les alliés peuvent cette fois profiter des hésitations et des lenteurs de leurs ennemis. La mission du général de Castelnau donne à penser que l'on est résolu à faire tout ce qui est nécessaire pour que les espérances fondées sur le maintien de la base de Salonique soient justifiées par les moyens de défense dont elle disposera.

LE Fossile Clémenceau

L'ex-premier ministre français travaille sournoisement à reprendre les rênes du pouvoir. Rien ne lui répugne pour y arriver. Il ne reculerait même pas devant la ruine de la France.

Charles Maurras, dans l'Action française, de Paris, vient de tracer un bon portrait de ce fossile découvert dans les débris de la révolution française:

"Je ne crois pas que la manie d'injurier les généraux et d'humilier le commandement soit forcément liée à notre état républicain. Sans doute, l'esprit du régime poursuit forcément de sa haine les fameuses "trois livrées", du prêtre, du magistrat et du soldat. Mais, au point où nous en sommes, avec le progrès naturel des mœurs observé depuis une demi-douzaine d'années, l'esprit public est en avance sur les institutions; sur ce point, comme sur tant d'autres, il les met très facilement en échec. Quand on le considère, M. Clémenceau fait bientôt l'effet d'un mammoth et ses crises séniles ne sont pas suivies de bon cœur.

Elles n'ont guère, en leur faveur que deux éléments: l'intérêt parlementaire, qui groupe tous les aspirants au portefeuille autour d'un opposant qui fait beaucoup de bruit, et le vocabulaire facile, le formulaire tout dressé qui fournit les phrases déclamatoires, les gestes correspondant aux orateurs peu goûtés. L'intérêt ministériel n'a pas besoin d'être expliqué. — Mais peut-être vaut-il la peine de s'étendre un peu sur l'état d'esprit et la phraseologie du régime.

Clémenceau en est resté aux vieux thèmes à la mode dans sa jeunesse et d'après lesquels il y avait antagonisme nécessaire entre une nation et son gouvernement. La coopération de la cité et de ses magistrats avec les citoyens, la solidarité fraternelle des Etats avec leurs sujets, la profonde réciprocité de services basée sur la communauté absolue des intérêts, toutes ces fortes vérités aujourd'hui présentes à tout esprit jeune et vivant, saisissables dans l'examen de tout gouvernement national, étaient recouvertes, dans les cervelles, il y a un demi-siècle, par le problème métaphysico-juridique de la balance et du partage des pouvoirs. Auguste Comte ne traitait de ce contre-sens politique et moral qu'avec ce mélange de risée et de courroux qu'il témoignait à tous les succédanés de l'anarchie révolutionnaire pour en flétrir ce qu'il nommait déjà le plus nuisible et le plus arriéré des partis. Sauf au Palais, où ce byzantinisme sévit encore, beaucoup moins qu'autrefois, du reste, les nouvelles générations en sont délivrées. Elles voient le public avec le gouvernement, au lieu de le voir contre lui. Elles se représentent ce magistrat, ce chef, comme un protecteur ou un guide (rex), non comme un ennemi.

N'est-il pas très significatif qu'un homme comme M. Clémenceau, qui n'a jamais été au Palais, qui vient même de l'amphithéâtre, qui, de plus, a fait vague-ment profession de positivisme, soit encore prisonnier du mythe quarante-

huitième au point de ne rien concevoir, ni de rien écrire sans le concours de cette méthode périmée. Il n'est pas le gouvernement? Il est donc l'opposition. Il n'a pas le pouvoir? Il a donc mandat de mettre tous les bâtons possibles et imaginables dans les roues du pouvoir. Pas de milieu entre l'exercice direct et l'opposition directe, le pouvoir absolu et la critique absolue. Ne lui parlez pas de concours, de collaboration, ou que voudriez-vous dire? Il ne comprend pas cette langue. Si, pour le malheur de la France, il redevenait chef du gouvernement, il apporterait la même furie furieuse à user de l'autorité qu'il emploie aujourd'hui à s'agiter contre elle: premier des flots, après avoir été le premier des anti-flots, son libéralisme rageur se muerait en jacobinisme violent, mais dans les deux cas, il appliquerait à son procédé gouvernemental la marque, ou, parlons mieux, la tare de l'esprit révolutionnaire qui ne peut concevoir la société, la patrie, sous le régime de l'unité ou de la paix. Il les lui faut toujours divisées entre elles mêmes et, au lieu d'aboutir à réaliser des convergences heureuses, entrechoquent dans un dualisme éternel d'irréductibles divergences dans l'intention plus ou moins avouée de les exploiter l'une contre l'autre.

C'est l'esprit, c'est la théologie du régime, et M. Clémenceau ne peut être arrêté de bonne foi par leur grave danger pour la paix intérieure du pays: il ne se déroberait pas indéfiniment aux conséquences logiques de son système autorisées par les fameux précédents de 1793 et 1871. Doubler la guerre étrangère d'une guerre civile. Après tout, pourquoi pas? Métaphysique d'un autre âge qui peut servir à mesurer la haute antiquité du fossile qui nous la sert. Elle mesure aussi l'antiquité et la fossilité de la République. Même républicaines ou se croyant telles, les nouvelles générations intellectuelles n'ont qu'une idée devant ce verbiage illisible: le voir cesser, de façon ou d'autre, au plus tôt."

Particularistes et Unitaristes allemands

L'abbé Wetterlé, au Soleil du Midi, commente du point de vue français une récente nouvelle parlementaire venue d'Allemagne:

"Les socialistes bavarois ont demandé, lors d'une des dernières séances de la commission du budget, la suppression des ambassades et légations de la Bavière, les agents diplomatiques de l'Empire devant suffire à représenter tous les Etats allemands. Le président du Conseil s'est vivement opposé à l'adoption de cette motion, "parce que, disait-il, on pourrait croire à l'étranger que la Bavière renonçait à sa souveraineté et à sa dignité de royaume indépendant."

Ici M. l'abbé Wetterlé rappelle ce que tout le monde devrait connaître avant de parler unité ou centralisation allemande. "Plus d'un lecteur français sera surpris en lisant cette information. Hé quoi! la Bavière, inféodée à l'empire germanique, a encore des représentants particuliers à l'étranger? Parfaitement.

"La Bavière et plusieurs autres Etats allemands ont encore des chargés d'affaires à Berlin, pour bien marquer le caractère fédératif de l'Empire. Restes tenus d'une souveraineté que le Reichstag et le Conseil fédéral s'attachaient à restreindre chaque jour, mais que les gouvernements des Etats défendent à outrance contre les entreprises sans cesse renouvelées du pouvoir central, ou, pour parler plus juste, de la Prusse.

"Il est assez curieux de constater que les députés socialistes, même ceux de Parlements particuliers, s'appliquent à faire disparaître les derniers vestiges du particularisme. Ce fut d'ailleurs leur politique depuis la création de l'Empire.

L'autonomie de l'Alsace-Lorraine n'eût pas d'adversaires plus conscients et plus décidés que les membres de l'extrême-gauche."

Comme l'abbé Wetterlé s'étonnait de voir les social-démocrates s'attaquer méthodiquement aux derniers privilèges des Etats confédérés, l'un d'eux lui répondit (c'était Liebknecht le père):

"Notre programme est révolutionnaire. Nous voulons une transformation complète des institutions sociales de l'Allemagne. Or, nous n'y arriverons que par la violence. Cela posé, suivez mon raisonnement. L'Empire est une agglomération de vingt-cinq Etats, dans lesquels vingt-cinq souverains ou sénats réactionnaires s'appuient sur vingt-cinq parlements particuliers, infestés d'esprit particulariste. Pour arriver à notre but, il faudrait prendre vingt-cinq citadelles au lieu d'une seule. Nous avons donc tout intérêt à centraliser tous les pouvoirs législatifs et administratifs à Berlin. Quand il n'y aura plus qu'une tête à couper, l'opération sera beaucoup plus simple et plus rapide."

Ce sera une opération par trop radicale. Le socialisme, par sa nature, peut-il d'ailleurs agir autrement? Né radical, il aura toujours des allures de pourfendeur.

Québec a donné plus d'un demi million pour la guerre

Le trésorier provincial a déclaré officiellement que la province de Québec avait donné pour la guerre, 698,994.02.

M. l'abbé Quesnel

Nous recommandons aux prières de nos lecteurs M. l'abbé J.-A. Quesnel, curé de Saint-Louis de Gonzague décédé le 26 du courant.

CREDIT EXCHANGE LIMITED

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt deux décembre 1915, constituant en corporation M. M. Auguste Joseph Allaire, teneur de livres, Bibiane Lefebvre, copiste, Marie Anne Héault, copiste, de de la cité de Montréal, Joseph Alfred Nadeau, Edouard Rivard Dufresne, notaires, d'Outremont, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, posséder, louer, hypothéquer, nantir, gager ou autrement grever, donner en garantie ou en paiement, donner ou recevoir en échange, vendre ou autrement aliéner des biens, créances et droits, mobiliers et immobiliers; Emettre des débiteurs, actions libérées ou autres valeurs de la compagnie en paiement;

Acheter ou autrement acquérir des actions d'autres corporations, et les vendre ou autrement en disposer sous le nom de «Crédit Exchange, Limited», avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5000.) divisé en deux cent cinquante (250) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt deuxième jour de Décembre, 1915.

C. J. SIMARD

Sous secrétaire de la province.

Première Ecole Catholique et Salle Paroissiale à

J.A. PASS, ONT

Cet édifice en voie de construction impose de lourds sacrifices à notre paroisse. Nous faisons appel à toutes les bonnes volontés. Si possible, veuillez faire parvenir votre offrande; nous vous serons reconnaissants. Le tout sera notre Monument du Sacré-Coeur de Jésus!

Henri MARTEL, Ptre-Curé.

Province de Québec, District de Montréal, No 3220.—Cour Supérieure. Dame Rose Dina Fortin, de la Cité et du District de Montréal, épouse de Joseph Lazare Fortin, veuve de son mari, est d'abord autorisée à cette fin, à poursuivre, ce jour, son dit époux en séparation de biens. Montréal, 29 Novembre 1915. Philippe Dorval, Procureur de la dite Dame Rose Dina Fortin.

SOYEZ LES BIENVENUS !

A nos nouveaux lecteurs

La CROIX, l'organe catholique de Montréal, le meilleur journal de famille qu'il y ait, vous souhaite la bienvenue. Elle sera heureuse de vous compter au nombre de ses lecteurs assidus.

Soyez certains que vous en tirerez le plus grand profit.

La CROIX, publiée, chaque semaine, des articles sérieux et des renseignements divers sur tous les sujets propres à instruire; elle vous intéressera.

Elle traite de tout, de religion, de politique, d'agriculture, d'enseignement, etc., et elle donne les dernières nouvelles.

De plus, elle cravache proprement les petits franc-maçons, quand ils osent sortir de leurs trous à Montréal et ailleurs, et elle fustige les hommes publics qui nous volent et nous vendent impudemment.

Rien qui choque la morale et les bonnes mœurs, dans la CROIX.

Les scènes sanglantes qui familiarisent avec le crime, telles que les grands journaux jaunes de Montréal en donnent tous les jours, sont radicalement éliminées de nos pages.

Nous voulons éduquer, nous voulons élever l'âme et le cœur, et non pas les ravalier dans la fange d'une curiosité malsaine, comme le font tant d'autres feuilles.

Soyez donc les bienvenus dans la grande famille de la CROIX !

LA DIRECTION.

FOURRURES

Vente de Janvier

Notre grande vente de Janvier sera continuée jusqu'au 31 de ce mois.

Elle a été un énorme succès jusqu'à présent; le public a compris les grands avantages qu'il y avait pour lui dans une vente A RÉDUCTION pour une maison de confiance telle que la nôtre.

Rappelez-vous bien que cette réduction s'applique à toute marchandises contenue dans nos entrepôts c'est-à-dire au delà d'un million de fourrures de tous genres.

Nous avons des centaines de capots de chat sauvage, de toutes les grandeurs et de tous les prix. Vous trouverez certainement ici ce qu'il vous faut.

Paletots en drap, doublés en Rat Musqué, en Vison ou en Marmotte, avec collet en mouton de Perse ou en Loutré. Aussi Paletots non doublés en fourrure mais avec collet en fourrure. Capots en chevre peu dispendieux et très durables, convenables pour les personnes qui travaillent au froid.

Venez comparer nos prix avant d'acheter.

GROS ET DETAIL

Chas. Desjardins & CIE LIMITEE

130 RUE ST-DENIS

Entre les rues Ste-Catherine et Dorchester, MONTREAL

25, RUE ST-GABRIEL

A l'Imprimerie de la Croix

Vous aurez un Bon Travail à Bon Marché

•••

£ Nous exécutons tous les travaux, depuis le gros volume jusqu'à la simple circulaire, et depuis le catalogue de commerce jusqu'aux formules de compte ou de lettre.

£ Avant tout, nous cherchons à satisfaire nos clients et nous ne sommes contents que lorsqu'ils le sont eux-mêmes.

•••

25, RUE SAINT-GABRIEL, MONTREAL

L'Évangile

Le quatrième Dimanche après l'Épiphanie

S. MATTHIEU, IV.

En ce temps-là, Jésus entra dans une barque, accompagné de ses disciples; et tout à coup il s'éleva sur la mer une si violente tempête, que la barque était couverte par les vagues. Jésus cependant dormait. Alors ses disciples s'approchèrent de lui et l'éveillèrent, en lui disant : Seigneur, sauvez-nous, nous périssons. Jésus leur dit: Pourquoi craignez-vous, hommes de peu de foi? En même temps il se leva et commanda aux vents et à la mer, et il se fit un grand calme. Alors ils furent tous saisis d'étonnement, et ils disaient: Quel est celui-ci, à qui les vents et la mer obéissent?

Le calendrier de la semaine

Dimanche, 30. janv.— IV. Epiphanie
Lundi, 31.— S. Pierre Nolascque confesseur.

Mardi, 1er fév.— S. Ignace, évêque et martyr.

Mercredi, 2.— Purification de la B. V. M.

Jeudi, 3.— S. Blaise, évêque et martyr.

Vendredi, 4.— S. André Corsini, évêque et confesseur.

Samedi, 5.— Ste Agathe, vierge et martyre.

Gestes Politiques

Le cabinet Briand ménagé

L'impôt sur le revenu que le gouvernement français vient de décider fait jeter des hauts cris en France. Cette question pourrait bien contribuer à renverser le ministère Briand.

Une bonne résolution

Le député de Rimouski, M. Boulay, a donné un avis aux Communes qu'il proposerait la résolution suivante:

«Que cette Chambre exprime l'opinion que les Canadiens de langue française devraient occuper des emplois sur l'intercolonial et dans tout le service public du Canada suivant leur nombre dans le pays, et qu'il est urgent et d'intérêt public que tous les employés civils occupant des postes supérieurs et touchant des salaires de 2.000 piastres et plus, parlent et comprennent les deux langues officielles du pays, et qu'aucun employé dans ces catégories ne devrait être admis à l'avenir dans le service civil s'il ne remplit ces conditions.»

LES CAUSES DE

L'unité austro-allemande

Guillaume II ne pourrait pas songer aujourd'hui à fonder l'Autriche-Hongrie dans un empire uni d'Allemagne et d'Autriche, si cette annexion n'avait pas été rendue possible par une longue préparation politique et philosophique, tout entière développée du principe des nationalités posé par la Révolution.

Comme le dit spirituellement Hubert Bailly dans le *Récit de la Haute-Saône*, la guerre européenne, avec toutes ses conséquences, c'est la faute de Guillaume, soit! Mais Guillaume ne s'est pas fait tout seul. S'il y a un Guillaume à qui la faute?

«S'il y a un Guillaume II, répond Bailly, empereur d'Allemagne, et s'il y a une Allemagne groupée sous le sceptre du roi de Prusse, c'est parce que la France a été vaincue en 1870-71. Si la France a été vaincue en 1870-71, c'est parce qu'elle a laissé la Prusse battre l'Autriche à Sadowa, et parce qu'elle l'avait laissée précédemment démembrer le Danemark. Si le Danemark a été démembré; si plus tard la France a subi le même sort, c'est en vertu du principe des nationalités, qui est aux peuples ce que la souveraineté est aux individus qui composent les peuples, et que les régimes issus de la Révolution ont révoqué. En annexant le Schleswig-Holstein d'abord, l'Alsace ensuite, puis en unifiant l'Allemagne sous la domination des rois prussiens, la politique bismarckienne n'a fait qu'appliquer les principes de la Révolution française.»

LES Origines historiques de la Conseription

Le régime du militarisme général obligatoire, un homme un fusil, régime appelé erronément *conseription* par nos Anglais, est d'origine prussienne relativement moderne. La «conseription» était, de par Napoléon Bonaparte, grand tueur d'hommes en son temps, une modification du régime prussien, avec loterie militaire. Il faisait tirer au sort, dans chaque localité, les «conserits» astreints à la servitude des armes.

Au point de vue des origines occultes, la militarisation générale, un homme un fusil, fait partie intégrante du programme maçonnique universel, sous prétexte de démocratie. Il en est de même du suffrage universel égalitaire, un homme une voix, une femme une voix.

Le militarisme universel, de même que le suffrage universel, a pour base logique le dogme maçonnique égalitaire: «Tous les hommes sont égaux, entre eux; toutes les femmes sont égales entre elles.»

Mensonge évident en présence des inégalités naturelles, sociales, morales, intellectuelles et politiques du monde.

Historiquement parlant, c'est à la Prusse protestante, anti-catholique, réformée et statolatrice, que l'Europe dite civilisée doit les beautés du régime tout le monde soldat. Voici les faits.

Frédéric-Guillaume Ier, successeur de Frédéric Ier et prédécesseur de Frédéric II, qualifié de «grand» par les voltairiens, mettait son orgueil à posséder l'armée permanente la mieux exercée et la plus nombreuse de l'Europe, au XVIII^e siècle.

Le service militaire forcé était chose inconnue avant lui. Il eut la gloire d'être le premier à imposer à la Prusse l'impôt universel du sang.

Dès qu'un enfant mâle était né, dans son royaume, le roi se hâta de faire envoyer à la mère du petit Prussien un ruban rouge qui devait le décorer, signe officiel qu'il appartenait à l'armée.

C'était la restauration du militarisme payen, de Sparte et de l'ancienne Rome républicaine. Les mères maudissaient le roi et son régime. Elles fuyaient le ruban rouge autant qu'on fuit le bourreau.

Arrivé à l'âge de 19 ans, le jeune Prussien était, *ipso facto*, condamné à recevoir une éducation de soldat.

Le fouet et les coups de canne, raconte un historien, cité par l'abbé Dumas dans son intéressant ouvrage (1891) sur *Herman et les Hohenzollern*, avec variations de coups de poing et de coups de pied, le tout accompagné d'injures et d'imprécations, telle fut la baguette magique qui, vigoureusement maniée par des capitaines instructeurs, grossiers, souvent ivres de colère, créa le nouveau type du militaire prussien, célébré, dans la suite comme l'idéal du parfait manœuvrier.

Frédéric-Guillaume avait, en outre, la manie des soldats géants. Selon l'historien prussien et protestant Shoell, ses officiers recruteurs employaient toutes sortes de stratagèmes pour faire tomber dans leurs filets ce qu'il y avait, non seulement en Prusse, mais dans toute l'Allemagne, de jeunes gens d'une taille extraordinaire. Il est constant, dit un autre historien, que nombre de familles prussiennes s'exilèrent afin d'échapper au militarisme.

Le roi tenait sous une discipline de fer la hiérarchie entière de ces milices forcées. On en jugera par le fait suivant. En 1730, l'héritier du trône, celui qui devait être Frédéric II, se lassa des mauvais traitements qu'il essayait de la part de son père. Il prit, avec un confident intime, appelé Katt, la résolution de fuir en Angleterre. Il avait alors 18 ans. Le roi fit juger son fils, comme déserteur, par un conseil de guerre qui prononça la sentence de mort contre les deux coupables.

Katt, raconte Shoell, fut exécuté. Le roi voulait laisser à la justice son libre cours contre le prince. Si cela est vrai, il en fut empêché par les représentations de l'ambassadeur d'Autriche, cette même Autriche contre laquelle Frédéric II devait plus tard prendre quatre fois les armes, et par l'intervention de l'empereur lui-même, lui aussi de la maison des Habsbourg.

Le prince dut subir un an de réclusion absolue au château de Custrin. Ajoutons que le roi Frédéric Guillaume était très hostile aux populations catholiques de son royaume. Frédéric II continua, sous ce rapport, comme sous le rapport militariste, les traditions de Frédéric-Guillaume. C'est contre l'Autriche catholique, impériale, que Frédéric II, à peine sur

UNE GRANDE CROISADE

POUR OBTENIR LA PAIX

MAGNIFIQUE PORTRAIT

(LUSTRÉ EN OR, FORMAT 3 PAR 5 POUÇES)

... DE ...

S. S. Benoit XV

AVEC, AU VERSO,

La belle Prière pour la Paix

RÉDIGÉE ET PRÉSCRITE PAR LE

Souverain Pontife glorieusement régnant

Et portant l'imprimatur de Mgr l'Archevêque de Montréal

(Indulgence de 300 jours, chaque fois que l'on récite cette prière.

Décret du Saint-Office, 21 janvier 1915.)

Les traits du Pape sont parfaitement rendus.

Cette prière devrait se trouver dans les livres de messe de tous les fidèles du Canada, afin que ceux-ci puissent la réciter souvent.

C'est le désir de S. S. Benoit XV.

C'est le seul moyen d'obtenir la Paix.

En vente à la "Croix" 25 rue Saint-Gabriel, Montréal

\$10.00 le.....	1000	Pour une commande de 5,000
6.00 les.....	500	\$6 le 1,000.
2.00 le.....	100	Pour une commande de 10,000
0,05 l'unité.		\$5 le 1,000.

le trône, dirigea tout d'abord la machine de guerre forgée par son père. Il s'en servit aussi lors du partage forcé de la Pologne catholique, partage auquel l'Autriche commit la faute criminelle de participer.

Il y eut entre la Prusse et l'Autriche une guerre qui dura sept ans, guerre mêlée de victoires et de revers pour la Prusse. Après la défaite de Kolin, le roi «philosophe» et franc-maçon, qui s'était fait initier à la société secrète, du vivant de son père, écrivit à sa sœur, margrave de Baireuth:

«Il n'y a de port et d'asile pour moi, que dans les bras de la mort.»

La pensée du suicide vint tout naturellement au prince «libre penseur», familiarisé avec la morale des loges. Le F. Weishaupt en faisait un des dogmes de l'Illuminisme maçonnique.

Tels sont les «grands ancêtres» du régime militariste odieux, tyrannique qu'on va, par épaves, imposer à l'Angleterre et probablement à ses colonies.

UN EX-DIPLOMATE.

Nouvelles

S. E. le Cardinal Bégin

Il est probable que son Eminence le Cardinal Bégin s'embarquera à Rome aujourd'hui.

La prospérité commerciale des Etats-Unis

En 1915 il y a eu augmentation de 70 p. c. des exportations américaines qui ont été de 3,555,000,000 piastres. Tous les records ont été battus. Mais jamais, depuis 1912, les importations n'ont été moins considérables. Elles ont été de 1,772,000,000 piastres.

Les exportations ont augmenté constamment et rapidement depuis quatre ans. La guerre n'a nui que pendant quelque temps au trafic maritime.

La prohibition pour toute la province

M. Arthur Sauvé, député des Deux-Montagnes, aurait l'intention de demander à la Législature son opinion au sujet d'un referendum pour toute la province sur la question de la prohibition.

La censure française

Le gouvernement français, par un nouveau projet de loi, veut rendre encore plus sévère la censure qu'il exerce sur les journaux, en dépit de protestations importantes qui se sont fait entendre à la chambre des députés.

Le président du Guatemala réélu

M. Cabrera a été réélu pour six ans, président de la république, pour la période commençant au mois de mars 1917.

A la fin de la présente période, M. Cabrera aura été vingt-cinq ans président, car il a remplacé M. Barrios, assassiné le 8 février 1898, et est toujours resté à la présidence depuis.

La prohibition à St-Constant.

La prohibition a été votée à Saint-Constant, mardi, le 25 du courant. 255 électeurs ont voté— 187 pour; 78 contre; majorité 109.

Les anti-prohibitionnistes ont lutté jusqu'à la fin.

La prohibition par tout le Canada

Un projet de loi touchant à la tempérance en ce pays sera présenté au cours de la présente session. Les députés de toutes les provinces auront l'occasion d'exprimer leurs vues sur le sujet et d'apporter leurs meilleurs arguments, de part et d'autre. A la suite de cette discussion, le gouvernement sera plus en état de connaître la question à fond, et de prendre une décision conforme à l'opinion du peuple.

La censure allemande

La censure allemande a redoublé de sévérité dans le Grand-Duché de Luxembourg. La raison de cette rigueur se trouve dans le fait que divers journaux et notamment le *Clerfjer Echo*, dans lequel écrivait autrefois M. Emile Prum, attaquent depuis quelque temps les Allemands avec violence. Après plusieurs avertissements de l'autorité allemande, demeurés sans effet, le commandement militaire allemand a fait parvenir à ce journal une lettre dans laquelle il est déclaré que la «véritable» neutralité est respectée par les autorités allemandes, mais qu'une critique violente de la façon dont les belligérants font la guerre ne peut pas être tolérée.

A plusieurs reprises, la censure allemande a saisi des numéros dudit journal.

Le journal des Tarte divague

Le congrès des ouvriers tenu à Bristol, Angleterre, le 27 du courant, a voté deux résolutions distinctes contre toute conscription. La première, adoptée par 1,796,000 voix contre 219,000, se lit ainsi:

«Il est résolu que le parti ouvrier proteste énergiquement contre l'établissement du service obligatoire sous aucune forme, vu que cela est contraire à l'esprit de la démocratie anglaise et est plein de dangers pour les libertés du peuple.»

La seconde, votée aussi à une grande majorité, porte ces termes:

«Ce congrès formule son opposition à la loi du service obligatoire, et au cas où elle serait inscrite dans les statuts décide de faire de l'agitation pour la faire abroger.»

Cependant, la *Patrie*, de Montréal, jeudi, dans un *éditorial*, publié à ce sujet:

«Les ouvriers britanniques réunis en convention plénière à Bristol ont refusé de suivre les socialistes antimilitaristes et, par une immense majorité, adopté deux résolutions dans lesquelles ils expriment le patriotique dessein de seconder le gouvernement afin d'amener une terminaison victorieuse de la guerre.» Or, le congrès a décidé tout le contraire.

Evidemment, le journal des Tarte divague, puisqu'il confond le blanc avec le noir!

A. SICARD.

L'Allemagne Au-dessus de tout

Dans un livre qui vient récemment de paraître sous ce titre, M. Durckheim, professeur à l'Université de Paris, s'essaie à une théorie explicative de l'orgueil germanique, qui, outre le tort de ne rien expliquer parce qu'elle n'est au fond qu'une répétition de principes, présente le double inconvénient d'être démentie par la chronologie et de faire disparaître la responsabilité des Allemands.

A bien entendre, en effet, M. Durckheim, les Allemands, quand ils visent et réclament l'hégémonie universelle, ne seraient que les victimes d'un tempérament trop orgueilleux. Cette excuse, encore une fois, qui ne fait que répéter la question, ne la résout pas. Mais écoutons M. Durckheim:

«Nous venons, dit-il, de voir Treitschke nous conduire jusqu'au seuil du pangermanisme sans qu'il ait été question de cette apothéose. On peut donc se demander si elle n'est pas un effet plutôt qu'une cause, une explication, trouvée après coup, d'un fait plus primitif et plus profond. Ce qui est fondamental, c'est le besoin de s'affirmer, de ne rien sentir au-dessus de soi, l'impatience de tout ce qui est limite et dépendance, en un mot, la volonté de puissance. Pour s'expliquer à elle-même la poussée d'énergie qu'elle sentait en elle et qui repoussait impérieusement tout obstacle et toute gêne, l'Allemagne s'est forgé un mythe qui est allé de plus en plus en se développant, en se compliquant et en se systématisant. Pour justifier son besoin d'être souveraine, elle s'est naturellement attribué toutes les supériorités; puis pour rendre intelligible cette supériorité universelle, elle lui a cherché des causes dans la race, dans l'histoire, dans la légende. Ainsi est née cette mythologie pangermaniste, aux formes variées, tantôt poétiques et tantôt savantes, qui fait de l'Allemagne la plus haute incarnation terrestre de la puissance divine. Mais ces conceptions, parfois déliantes, ne se sont pas constituées d'elles-mêmes; on ne sait comment ni pourquoi elles ne font que traduire un fait d'ordre vital. Voilà pourquoi nous avons pu dire que, malgré son allure abstraite, la notion de l'Etat, qui est à la base de la doctrine de Treitschke, recouvre un sentiment concret et vivant: ce qui en est l'âme, c'est une certaine attitude de la volonté. Sans doute, le mythe, à mesure qu'il s'est formé, est venu confirmer et renforcer la tendance qui l'avait suscité; mais si l'on veut le comprendre, il ne faut pas s'arrêter à la lettre des formules qui l'expriment. Il faut atteindre l'état même qui en est la cause.

«Cet état consiste en une hypertrophie

morbide de la volonté, en une sorte de manie du vouloir. La volonté normale et saine, si énergique qu'elle puisse être sait accepter les dépendances nécessaires qui sont fondées dans la nature des choses.»

Pour juger cette explication philosophique dont la complaisance fait disparaître l'intelligence et la réflexion humaine sous la poussée d'on ne sait quelle énergie viscérale, supprimant ainsi tout ce qui peut s'appeler raison ou déraison, il suffira de demander à M. Durckheim où il aperçoit une «volonté de puissance», une «poussée d'énergie» intérieure, une «hypertrophie de la volonté» dans les Allemands dissociés et dégémanisés pour ainsi dire des dernières années du XVIII^e siècle; dans ces Allemands telles que les avait influencées un siècle et demi de suprématie politique capétienne, et finalement la conquête napoléonienne?

Au contraire, on voit très nettement se modeler et se dresser la première statue de l'orgueil germanique, dès qu'on ouvre les livres de Fichte (1770-1831) et de Hegel (1762-1814), les deux théoriciens et excitateurs de «la volonté de puissance» allemande, morts tous deux, l'un depuis trois, l'autre depuis vingt ans, quand naquit ce Treitschke en qui M. Durckheim veut voir le vrai prophète du pangermanisme.

Ce simple rapprochement de dates annule la construction de M. Durckheim.

LES DERNIERS

ÉVÉNEMENTS

DE LA GUERRE

Un zeppelin au-dessus de Paris

Ce soir, vers 9 h. 20 un zeppelin a fait son apparition au-dessus de Paris, tuant ou blessant 36 personnes au moyen de bombes.

Peu croyaient à la venue d'un zeppelin, mais soudain, dans un des quartiers au N. E. de Paris, le ciel s'illumina. Une bombe tomba dans la rue, creusant un trou de 15 pieds de diamètre, mais ne blessant personne. Puis rapidement se succédèrent une série de détonations sourdes.

Un autre engin tomba sur une maison isolée habitée par une famille seulement. La bâtisse fut coupée en deux; l'un des bouts démolit et les occupants tués. Dans l'autre bout de la maison, une chambre à coucher demeura intacte et ses occupants n'eurent aucun mal.

Dans un des quartiers les plus peuplés, une bombe tomba sur une maison à appartements de 6 étages, habitée par des familles d'ouvriers, la coupant en deux et entraînant sous les débris dix victimes et la structure centrale. Ce quartier fut assiégé durant toute la matinée par une foule compacte retenue par un cordon de police. Personne n'était admis à regarder de près les ruines sauf les autorités de la ville, les représentants du gouvernement et les journalistes munis de cartes d'identification.

La plus grande foule s'amassa dans une rue où les chimistes du laboratoire municipal faisaient l'examen d'une bombe de 600 livres, tombée dans la cour d'une manufacture et qui n'avait pas explosé.

En tout, on lança une douzaine de bombes pesant chacune 600 livres. Il n'y eut aucune perte de vies dans les rues, mais ceux qui furent tués le furent dans leurs lits. Un brouillard très dense couvrait Paris lors du raid.

Erzeroum est assiégé

Au dire du correspondant de l'agence balkanique, on a appris dans les milieux diplomatiques, à Athènes, que les Russes ont infligé une nouvelle défaite aux Turcs, au Caucase. Le correspondant transmet de nouveau le rapport que les Moscovites ont entouré Erzeroum. Les autorités ottomanes et les banquiers ont quitté la ville avec les fonds au dernier moment.

L'artillerie russe a commencé à bombarder les forts de la ville. Les Turcs fortifient en hâte les villes d'Angora et de Sivas, les capitales des vilayets de ce nom, situés respectivement à 215 et 425 milles à l'est de Constantinople.

A l'imprimerie de la CROIX vous trouverez le bon travail à bon marché.